

Communiqué de presse
 Coordination Défense de Versailles
 - 17 janvier 2009 -

Coup de théâtre à Nîmes : en s'opposant au pays, le Président Sarkozy fait de « Koons » une affaire d'Etat !

En Démocratie, le Président peut-il se couper du Peuple sur l'essentiel de sa culture sans contresens ni risque majeur ? Telle est la question politique lancée par le discours prononcé au Carré d'art de Nîmes par Nicolas Sarkozy, mardi 13 janvier. Et pour une fois ici les faits parlent (à peu près) d'eux-mêmes.

Le 14 juillet 2008, ce n'était encore qu'un léger murmure ; six mois plus tard cela ressemble déjà à une Révolution. Ceux qui pensaient que Koons passerait comme le café n'ont pas fini de déchanter, à commencer par Jean-Jacques Aillagon qui, se faisant le Bourbon d'un soir, vient de souffler les bougies de la galette des rois pour conjurer la rumeur de son prochain départ... Alors pourquoi, en dépit des conseils, le Président Sarkozy s'en est-il mêlé en renouvelant le fameux « Je vous ai compris » gaullien d'un ironique « Je comprends qu'on soit pour ou contre » à seule fin mieux imposer son propre « pour » présidentiel ?

Comment le Président nie l'évidence du Flop

Début 2009, comme en témoigne la nervosité des média après la constitution du front commun anti-Koons, le 11 décembre 2008, et le Référé-Liberté du Prince Charles-Emmanuel de Bourbon-Parme, tout le monde sait désormais que les Français sont « contre ». Ecrivains, intellectuels, amoureux de Versailles, personnel du château, guides-interprètes, touristes (95 à 100 %), artistes exclus à 99 % de l'action publique d'art contemporain officiel de l'Etat : tous ont fait entendre leur refus de cette exposition de dérision de l'art et de la culture française, mercantile, à caractère pornographique et considérée comme le symbole absolu de ce dont tous les français ne veulent plus : la prise en otage de leur patrimoine le plus sacré par la spéculation internationale ; la collusion sulfureuse entre le sexe, l'argent et le pouvoir, tournant en dérision leurs valeurs culturelles sous couvert du « choc des cultures » ; la captation des biens de tous au profit de quelques uns. Tout le monde a compris que l'exposition Jeff Koons Versailles est un désastre pour l'image de la France comme pour l'opération de lancement avorté de la nouvelle politique de captation du patrimoine français par un art officiel à la remorque des Etats-Unis et à l'image ridicule du sacre de Jeff Koons 1^{er} dans le salon du trône d'Apollon sous l'égide de l'Etat. Même le Conseil d'Etat a dû se replier sur l'oubli des deux piliers du prestige de la France à l'étranger : Louis XIV et l'impératif premier des Droits de l'Homme.

Comment mépriser l'intérêt général au détriment de l'art français ?

Début janvier 2009, l'éditorial du magazine international de peinture AZART titre « Allez hop, dehors les spéculateurs ! (...) nous assistons à la dégringolade de l'art contemporain arrogant et spéculatif (...). Jamais autant que par ces dérives folles, on n'a éloigné le public de l'art authentique, avec mépris et arrogance. (...). La chute fracassante de ces « veaux d'or » imbéciles est la seule bonne nouvelle de la crise ». ARTENSION dénonce « l'art ravagé par 30 années d'administration culturelle ubuesque » et, dans son EDITO, Pierre Souchaud porte l'estocade en lançant : « Mais aujourd'hui, malgré Koons à Versailles, le marché de l'art contemporain international s'effondre avec la crise. Koons et Damien Hirst licencient la moitié de leurs assistants, Sotheby's, Christie's, la foire de Miami, les chinois, chutent vertigineusement. (...) Les journaux nationaux, porteurs de la sainte doxa, commencent à publier des articles en rupture (...). On mesure enfin l'énorme ridicule de ce méli-mélo, qui a conduit M. Aillagon du ministère de la Culture à la Collection Pinault puis à Versailles, pendant que Mme Albanel faisait le chemin inverse... » pour aboutir à « l'hégémonie de quelques-uns pour écraser la majorité des autres, sur l'indexation de l'esthétique d'Etat ». Enfin, rejoignant le mouvement de résistance culturelle lancé cet été, « Le manifeste du Salon d'Automne » conclut : « Déplorant la dépossession galopante de leur statut d'artiste et le mépris dont ils font l'objet de la part des pouvoirs publics, les artistes décident d'**entrer en résistance (sic)**... ».

Pourtant Christine Albanel a affiché haut et fort son désaccord

Acculée par ce constat, c'est donc en toute logique que le 4 janvier 2009, dernier jour de l'exposition de Koons, le propre Ministre de la Culture qui s'était tu jusque là, Christine Albanel, au micro du Grand Jury RTL, a dû désavouer Jean-Jaques Aillagon dans son verdict de clôture, en disant : « Moi, je ne l'aurais pas faite dans les grands appartements ». Après ce désaveu ministériel du prototype de la nouvelle politique de la prise d'otage de nos musées, le « tout mondial » – entrevu au dîner des 150 couverts du 9 septembre 2008 – a donc dû demander au Président Sarkozy de voler au secours des naufragés de Koons.

Comment les Français sont pris pour des Koons

Le 13 janvier 2009, pour tenter de sauver Jean-Jacques Aillagon aux abois, on a donc demandé au Président Sarkozy de faire entendre un « signal fort » des plus clairs tant par ses omissions (du scénario de dérision de notre patrimoine le plus sacré ; du caractère mercantile et pornographique de cette exposition ; de la profanation systématique de nos codes culturels, historiques et politiques ; du climat de peur et de censure) que par sa manière méprisante de tenir pour rien la quasi-unanimité des Français faisant un rejet de Koons. Quoi de plus humiliant que d'entendre le Président reprendre à son compte les stéréotypes médiatiques infantilisants, à la Koons, martelés depuis six mois et revenant à dire à la manière d'Orwell : l'horreur, c'est la beauté ; le porno de New York, c'est le baroque (catholique) de Rome; la profanation des ancêtres, c'est le respect de leur identité ; la censure, c'est le dialogue ; le viol, c'est le mariage ; le squat, c'est le métissage culturel ; les soustractions sont des additions ; la prise d'otage, c'est la tolérance ; la liberté, c'est l'esclavage ; l'art, c'est le fric ; etc. ...

Même l'Europe joue du ridicule contre l'ex-Président Sarkozy

On s'étonnera d'autant plus du risque d'isolement pris par le Président Sarkozy, vis-à-vis du monde de la Culture et des artistes, pour tenter de rompre la spirale du FLOP, que son intervention a coïncidé avec une nouvelle provocation de dérision à la Koons, faite au niveau européen, cette fois-ci, à l'occasion du changement de Présidence. Il s'agit du scandale provoqué à Bruxelles, dans le grand hall du Conseil européen, par l'exposition d'une œuvre déshonorant les 27 pays de l'Union Européenne, « baptisée Entropa » et jouant du même mode de dérision que celui des 17 pièces de Jeff Koons profanant les Grands appartements et les Jardins de Versailles. Sur le puzzle suspendu dans le grand hall du Conseil européen, la France de Sarkozy, barrée d'une banderole "en grève", est tournée en dérision ; l'Allemagne est bardée de tronçons d'autoroutes positionnés en forme de croix gammée ; le Danemark est symbolisé par un assemblage de Legos pouvant évoquer la caricature de Mahomet qui avait soulevé l'indignation des communautés musulmanes fin 2005 ; la Bulgarie est représentée par des toilettes à la turque...



France de Sarkozy « à la Koons »



Carte de la Bulgarie « à la Koons » la représentant en forme de toilettes turques dans le Grand hall du Conseil européen



Aspirateurs « sexuels à la Koons » cachant, aux yeux des touristes, la reine Marie-Antoinette et ses enfants dans les Grands appartements de Versailles

Pourquoi rester en France si on n'aime pas son art et sa culture ?

L'artiste tchèque David Cerny s'est défendu en présentant une défense à la Koons : "L'hyperbole grotesque et la mystification, dit-il, font partie des attributs de la culture tchèque et la création de fausses identités représente l'une des stratégies de l'art contemporain". Ses Koonsseries étaient censées illustrer la devise de la présidence de l'UE : « Une Europe sans frontière »... On retrouve ici le type d'argumentation du Président Sarkozy... Mais en fait d'absence de frontière, personne n'a été autorisé à savoir comment, tel Koons, David Cerny a pu bénéficier des passe-droits et privilèges nécessaires pour être l'élu d'une telle exposition et quelle a été la rétribution de son « œuvre », les circuits financiers de tels privilèges étant toujours passés sous silence... comme en France. Mais à la différence de la petite République française, la grande Bulgarie, elle, a officiellement demandé que le module la déshonorant soit retiré avant l'inauguration. C'est exactement ce que notre Ministre de la Culture, notre Conseil d'Etat et notre Président Sarkozy, ont refusé de faire à Versailles (et à Bruxelles) pour sauver l'honneur de la France. En laissant ainsi déshonorer la France, alors qu'il avait bâti toute sa campagne présidentielle « à l'américaine » sur l'amour de la France, « ensemble tout est possible » ; en prenant résolument le parti ultraminoritaire de Koons ; en agissant ainsi, le Président Sarkozy ne prend-il pas le risque d'apparaître non plus comme l'amoureux de la France mais comme celui de son contre-modèle américain dans sa pire négation de notre Art et de notre identité, en lui livrant la France comme un pays conquis ? Au risque de se voir retourner sa fameuse formule : « Aimer la France ou la quitter » en « Si certains n'aiment pas l'art et la Culture de la France, qu'ils ne se gênent pas pour la quitter »... C'est tellement mieux à New York !

Comment troquer un musée d'histoire contre le sacrilège de notre histoire !

En l'écoutant à Nîmes vanter la profanation de notre joyau national par la star du porno new-yorkais, Jeff Koons 1^{er}, ridiculisant notre identité, qui pourrait mordre au grossier hameçon du Président disant avec émotion qu'« En ces temps de crise, les Français ont besoin d'une identité forte », pour les amadouer en leur jetant les miettes d'un « Maison de l'histoire de France devant voir le jour dans un lieu emblématique ». Ceci en échange de tous leurs musées anciens selon le diktat de Jean-Jacques Aillagon : « Tous les musées doivent être un lieu de confrontation entre l'ancien et le moderne ». Au vu du triple scandale de Jeff Koons Versailles – touchant à l'art, l'argent et la démocratie – les Français ont enfin compris et ils ne sont pas prêts à troquer le joyau rayonnant de Versailles et *tous* leurs musées anciens contre *un seul* musée d'histoire bling bling ! Quand à l'invention d'un *Conseil pour la création artistique* à trois, animé par Marin Karmitz et coprésidé par le Président, lui-même, avec Christine Albanel, chacun a bien compris, à l'école du scandale de Koons, qu'il s'agit là non pas de mettre l'art et la culture au service de la France, comme au temps de Louis XIV, mais bien hélas de mettre notre patrimoine et la France au service de quelques uns, à l'heure des trois piliers de l'exposition : Pinault, Koons et Aillagon.

Comment tirer toutes les conséquences du paradoxe de Nîmes ?

Ce sont les Français et non quelques élus qui sont les véritables propriétaires du patrimoine de la France. Les Français ne veulent pas d'un musée – *mort et poussiéreux*, baptisé pompeusement « Maison de l'Histoire de France » ! – comme lot de consolation en échange de l'ensemble de *la mémoire vivante de leur patrimoine* qui, à l'image de Versailles, serait livré en otage au microcosme de la spéculation internationale sous couvert du « choc des cultures » ... Ce qu'ils veulent, c'est le respect du lieu de Mémoire de Versailles et non une vitrine de musées livrés à la pornographie ou à la spéculation. L'énorme provocation de Koons, enfin révélée en dépit de la censure d'Etat, a ouvert les yeux des Français *qui ne veulent plus n'être pris QUE pour des Koons*, surtout en cette période de crise qui leur montre le petit nombre des subventionnés couverts de privilèges alors que le grand nombre des exclus est traité par le mépris.

Quel paradoxe ! En suivant aveuglément ses conseillers, dans la voie d'un mépris orwellien de l'art et de la culture de la France, le Président Sarkozy vient d'être pris dans un piège à Koons l'opposant désormais à la Nation sur son principal point d'unanimité : *le respect dû à son patrimoine*. Pas plus que Louis XVI, l'actuel Président des Français ne saurait se séparer de la Nation. C'est d'ailleurs sur ce point que Louis XVI a trébuché, en juin 1789, et l'avenir nous dira si, en 2009, confronté à un mouvement de Résistance culturelle sans précédent qui gagne tous les jours du terrain, sans cesse alimenté par la

multiplication des provocations en tous genres, dont la prochaine est celle de la Joconde au Louvre, le Président lui aussi saura surmonter ce face à face, démocratiquement insoutenable, d'une quasi-unanimité avec une infime minorité décidée à garder en otage, à tout prix, le patrimoine héréditaire des Français contre le sentiment profond de toutes les populations ?

Le respect de l'Art, du Patrimoine et de la Culture – de l'Honneur – de notre pays n'est pas négociable. En prenant le parti du sacrilège de Versailles par une exposition new-yorkaise porno ridiculisant notre bien culturel le plus précieux, gage universel incontesté de notre prestige dans le monde depuis trois siècles ; en s'opposant ainsi frontalement au pays, à son art, à son histoire et à sa culture ; en méprisant même ceux qui étaient blessés par la profanation de Versailles ; assurément le Président Sarkozy a fait de Koons une véritable affaire d'Etat. En démocratie, il lui reste désormais à tirer toutes les conséquences de cette situation sans précédent pour répondre au mieux à la quasi-unanimité du pays qui attend la défense de son patrimoine, matériel et moral, considéré comme son bien propre.

La montée en première ligne du Président de la République, mardi 13 janvier 2008, lors de la présentation de ses vœux 2009 au monde de la Culture, pour venir au secours de Koons – alors qu'il n'avait pas répondu à l'UNIEF lui dénonçant la boîte de Pandore de cette profanation mûrement réfléchie –, suffirait à confirmer le Flop de l'exposition et l'importance de ses enjeux cachés. A l'épreuve des faits, les plus septiques doivent donc désormais admettre que sous couvert du « choc des cultures », c'est bien d'une guerre ouverte, à Versailles, contre l'intelligence, l'Art et notre culture, qu'il s'agit aujourd'hui.

L'année 2008, année de la crise financière et de l'explosion des valeurs fictives (toxiques) à bulles ; année où la France a perdu la première place mondiale de son hégémonie de producteur de vin ; année où l'Etat Français a mis tous ses moyens au service du sacre de la Contre-culture new-yorkaise de Koons, contre les intérêts et l'unanimité de la volonté démocratique des Français, au scandale du monde entier ; cette année noire 2008 ne pouvait trouver meilleur symbole que Koons pour la représenter : symbole des fausses valeurs prédatrices, à bulles fictives et toxiques, certes ; mais aussi, symbole d'une possible Renaissance par l'explosion des bulles et de Koons-Balloon en fin d'année, avec le flop de l'exposition et de l'art contemporain auto-proclamé.

Avec les vœux culturels du Président de la République, leur faisant l'apologie du contre-modèle culturel français – dont Koons représente l'archétype grotesque – au moment même où celui-ci vient d'exploser sous nos yeux avec la crise financière, les Français se trouvent devant un immense problème. Comment retrouver des dirigeants qui aiment un art et une culture qui leur ressemblent pour les mettre au service de leur prospérité ? *La réponse à cette question doit nécessairement se trouver dans une relecture critique de notre art, de notre histoire et de notre culture.* En rentrant en Résistance culturelle les Français ont par avance répondu au nouveau porte-parole du Président, Marin Karmitz, se lamentant que « La culture [ait] disparu du champ politique (...) qu'elle ne [soit] plus au cœur de la politique ». Du côté du Président comme de son porte-parole à la « création artistique », il semble que l'œil et l'oreille ait un temps de retard sur le calendrier politique et culturel 2009. La Démocratie serait-elle une idée neuve en Europe ?

Présentant ses meilleurs vœux culturels 2009, la Coordination Défense de Versailles se réunira en Assemblée Générale Extraordinaire, le 22 janvier 2009, pour tirer toutes les conséquences de la situation nouvelle créée par le Flop de Koons, par le bilan culturel 2008 et par le discours du Président Sarkozy à Nîmes.

Contact presse : courrierposte@orange.fr